



10 Juin 2005

55 Pays s'accordent pour lutter contre le blanchiment d'argent

Le Groupe d'Action Financière (GAFI) et le Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment d'argent (GAP) ont tenu leur première réunion Plénière conjointe à Singapour, dans le but de renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la région Asie-Pacifique. Jean-Louis Fort, qui préside le GAFI pour le compte de la France, a insisté sur le succès de cette réunion: « les pays d'Asie ont agi en vue de combler les lacunes de leurs systèmes financiers et de les réformer. De nombreux efforts ont été accomplis, mais beaucoup reste encore à faire ».

Au cours de cette session commune, les 55 membres des deux Groupes ont discuté de questions d'intérêt commun dans le but de mettre en place des mesures pour lutter plus efficacement contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Les pays de la région Asie-Pacifique ont une nouvelle fois exprimé leur volonté de mettre en oeuvre les normes du GAFI et ont identifié les besoins d'assistance pour la mise en oeuvre des 40+9 Recommandations du GAFI. Les membres du GAFI et du GAP se sont mis d'accord pour approfondir leur coopération en matière de (i) liens entre la corruption et la lutte anti-blanchiment et anti-financement du terrorisme (ii) mise en oeuvre des mesures anti-blanchiment et anti-financement du terrorisme relatives aux systèmes alternatifs de paiement.

Cette réunion a constitué la première réunion Plénière conjointe entre le GAFI et l'un de ses partenaires régionaux. Avec toujours pour objectif de renforcer le réseau global de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le GAFI organisera un exercice conjoint sur les typologies avec le GAFISUD, son partenaire sud-américain, en Novembre 2005 à Rio de Janeiro (Brésil), ainsi qu'une réunion Plénière commune avec le GABAOA, son partenaire régional en Afrique orientale et australe, en Février 2006 au Cap (Afrique du Sud).

Le GAFI a adopté une Note interprétative révisée sur la Recommandation spéciale VII sur les virements électroniques, qui précise les éléments d'identification indispensables à la détection du financement du terrorisme, et qui fournit des conseils additionnels pour la mise en oeuvre de cette Recommandation.

Le GAFI a achevé l'examen des deux premiers rapports d'une série d'évaluations mutuelles au cours de laquelle tous les membres seront examinés. La Norvège et la Belgique ont été les premiers pays à faire l'objet d'un examen dans le cadre du troisième cycle d'évaluations mutuelles qui se fonde sur les nouvelles normes du GAFI adoptées en Juin 2003 et Février 2004. Des résumés détaillés de ces Rapports sont disponibles sur le site du GAFI. Les rapports complets seront bientôt disponibles.

Le GAFI a publié le Rapport annuel sur l'initiative des Pays et Territoires Non Coopératifs (PTNC) ; ce Rapport comprend également une revue d'ensemble du processus PTNC qui témoigne du succès de cet exercice en ce qu'il a encouragé à la mise en place de réformes anti-blanchiment à travers le monde. Le GAFI s'est félicité des progrès accomplis par les pays listés : le Myanmar, Nauru, et le Nigeria, et les encourage à mettre en place les réformes nécessaires afin de pouvoir les retirer de la liste au plus vite. Parallèlement, le GAFI continue d'utiliser l'initiative PTNC comme un moyen pour inciter les institutions financières à être vigilantes à l'égard des opérations conduites avec des personnes, des entreprises ou des banques situées dans les PTNC, comme l'exige la Recommandation 21.

Le GAFI s'assurera d'être toujours en mesure de répondre aux nouveaux défis induits par les faiblesses des systèmes de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme qui entravent l'effectivité de la coopération internationale dans ces domaines, et réagira de manière appropriée si cela se révèle nécessaire.

Le GAFI a publié son Rapport annuel 2004-2005. Il a également, en collaboration avec MONEYVAL, publié son Rapport annuel sur les typologies – une étude détaillée sur les méthodes et tendances du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. Le Rapport de cette année traite des vulnérabilités du secteur des assurances en matière du blanchiment de l'argent, des systèmes alternatifs de paiement et du blanchiment d'argent lié à l'immigration illégale et au trafic d'êtres humains.

Enfin, les membres du GAFI ont souhaité la bienvenue à Kader Asmal qui présidera le GAFI pour le compte de l'Afrique du Sud à partir du 1^{er} juillet 2005.

Notes aux éditeurs:

1. Pour plus d'information, les journalistes sont invités à contacter Helen Fisher, Relation avec les Médias de l'OCDE (Tél.: +33 1 45 24 80 97 ou helen.fisher@oecd.org) ou le Secrétariat du GAFI, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16 (Tél.: +33 1 45 24 79 45, fax: +33 1 45 24 17 60 ou email: contact@fatf-gafi.org).

2. Des informations supplémentaires sur le GAFI, ses efforts pour combattre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et la liste actuelle des PTNC, peuvent être trouvées au <http://www.fatf-gafi.org>.

3. Le GAFI est un organisme intergouvernemental dont le but est de développer et promouvoir des politiques, tant nationales qu'internationales, visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le Secrétariat du GAFI est situé au siège de l'OCDE.

Les trente-trois membres du GAFI sont : l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Canada, la Commission européenne, le Conseil de coopération du Golfe, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, Hong Kong (Chine), l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, le Royaume des Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Fédération de Russie, Singapour, l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. La République populaire de Chine est un observateur.

Membres du GAP: l'Australie, le Bangladesh, le Brunei Darussalam, le Cambodge, le Taipei chinois, les Iles Cook, les Îles Fidji, Hong Kong (Chine), la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la République de Corée, Macao (Chine), la Malaisie, les Îles Marshall, la Mongolie, le Népal, la

Nouvelle-Zélande, Niue, le Pakistan, Palau, les Philippines, Samoa, Singapour, le Sri Lanka, la Thaïlande, les États-Unis, le Vanuatu.

Le GAFI et le GAP font partie d'un réseau global de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ce réseau comprend également des autres organismes régionaux de type GAFI: le Groupe d'action financière des Caraïbes (GAFIC), le Groupe anti-blanchiment d'Afrique orientale et australe (GABAOA), le Groupe Eurasie, le Groupe d'Action Financière sur le blanchiment de capitaux en Amérique du Sud (GAFISUD), le Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (GAFIMOAN), et Moneyval. Le Groupe des organismes de supervision bancaire offshore (GOSBO) prend également part à ce travail.